

TIDJELABINE

«Du gaz butane et la route sera ouverte»

On le sait, les RN 5 (Alger-Constantine) et 12 (Tizi Ouzou-Boumerdès) sont devenues pour les citoyens de la wilaya de Boumerdès des tribunes afin de formuler leurs nombreuses revendications.

Ces derniers jours de tempête de neige et de froid polaire, la «session» concerne la réclamation des bouteilles de gaz butane. Ainsi, au lendemain de l'occupation de la RN 5 par les citoyens de Ammal pour exiger l'approvisionnement de

leur région en gaz, c'était au tour, hier, des citoyens de M'Rail, sur les hauteurs de Tidjelabine, de descendre dans la rue. Les protestataires ont barré la route à l'aide de pneus enflammés et divers autres objets, ce qui a créé un immense

embouteillage, surtout vers l'est et la Haute-Kabylie, et entravé la circulation dans le centre de la wilaya de Boumerdès. «On veut du gaz butane et la route sera ouverte», clamaient les manifestants. Boussaïdi Djillali, le maire de Tidjelabine, s'est déplacé sur les lieux pour tenter de calmer ses administrés. Ces derniers, malgré la remise de 1 400 bouteilles vides pour rechargement, explique le

maire, n'ont rien reçu depuis 4 jours, et voient donc leur frustration s'exacerber à la vue des semi-remorques passer par la RN 5, chargés de gaz. «De plus, les autorités nous demandent d'envoyer ces bouteilles jusqu'à Arzew pour les recharger», nous a dit M. Boussaïdi.

Pour rappel, la wilaya de Boumerdès a, selon un communiqué rendu public en fin de semaine dernière, bénéficié d'un quota de

10 000 bouteilles de gaz butane. Mais la très forte demande due à la chute des températures et à la désorganisation des réseaux d'approvisionnement fait que le gaz n'est pas distribué équitablement.

Pour revenir à cette énième fermeture de la RN 5, le wali a, selon nos informations, mobilisé, en début d'après-midi, les forces de l'ordre pour rouvrir cette route.

Abachi L.

VAGUE DE FROID À ANNABA

Retour progressif à la normale à Séraïdi

Les voies de circulation de et vers Séraïdi et les autres hameaux du mont de l'Edough ont été normalisées et rouvertes grâce à l'intervention de l'armée et des autres corps constitués (Protection civile, gendarmerie, Sûreté nationale, outre les agents des forêts, les travaux publics, l'hydraulique et autres institutions étatiques).

Les habitants du village touristique de Séraïdi ainsi que ceux des autres hameaux du mont de l'Edough, 900 mètres d'altitude, où vivent des centaines de familles, ont vécu, ces derniers jours, un isolement presque total.

Devant la persistance des chutes de neige, le wali de Annaba a installé une cellule de crise au sein même du village pour la prise en charge des besoins de la population locale.

Le premier de ces besoins consistait en le dégagement des routes bloquées par la neige, afin d'acheminer gaz butane, vivres, médicaments et aussi évacuer les malades, notamment ceux qui suivent des traitements en ville à l'exemple des dialysés.

L'installation de la cellule de crise est intervenue après celle de la wilaya de Annaba qui a été ame-

née à lancer, au quatrième jour des intempéries, le plan Orsec. Cette décision a été prise devant la poursuite des chutes de neige sur le mont de l'Edough et des pluies et grêle sur le reste de la wilaya.

«C'est inhabituel, nous n'avons jamais vécu une telle situation. Pendant près de 72 heures, nous étions isolés du reste du monde malgré les efforts entrepris par les autorités pour nous venir en aide. Notre grand problème a été la disponibilité des bonbonnes de gaz butane, notamment pour le chauffage. Il nous était difficile, voire impossible de sortir pour ramasser du bois, l'autre alternative pour se chauffer.

Et pour cause, les portes de nos demeures sont restées bloquées par la neige qui a atteint plus d'un mètre durant tout ce temps», ont affirmé des habitants des hameaux de l'Edough, après leur délivrance. «Pour la nourriture, on est arrivé à se débrouiller comme on pouvait, même si on prenait des repas froids, mais pour le chauffage, nous avons vraiment passé des moments très difficiles», précisent encore les habitants. Lors d'une conférence de presse tenue par le wali quelques jours seulement avant le début des intempéries, le problè-

me de la disponibilité du gaz butane a été posé par les journalistes.

Présent, entre autres directeurs de l'exécutif de wilaya, à cette conférence de presse, celui de l'énergie et des mines (DEM) a été instruit par le chef de l'exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour un approvisionnement régulier en cette énergie, notamment dans les zones reculées de la wilaya. Mais, apparemment, l'exécution de cette directive par le DEM n'a pu se faire normalement en raison de la difficulté pour les camions de Naftal d'acheminer les quantités voulues au moment opportun, d'où les plaintes des habitants des zones enclavées.

Avec le retour progressif à la normale, les agents de la Sonelgaz s'activent comme ils peuvent pour le rétablissement du courant électrique en cette période de très forte consommation.

Pour dégager les routes et autres pistes de montagne coupées par la grande quantité de neige inhabituelle, selon les vieilles personnes de la région, il a fallu utiliser les grands moyens (chasse-neige, bulldozers...) pour arriver à acheminer vivres, médicaments et bonbonnes de gaz aux montagnards isolés et évacuer les blessés et

malades vers les structures sanitaires du chef-lieu.

Ces intempéries ont fait le bonheur des spéculateurs. La bonbonne de gaz a atteint les 1 000 DA dans certains endroits de la ville alors que la majorité des prix des produits de large consommation, principalement les légumes, à l'exemple de la pomme de terre et de l'oignon, sont cédés respectivement à 70 et 60 dinars le kilogramme, presque le double de leur prix habituel.

Les fruits, les viandes et les œufs n'ont pas échappé à cette hausse des prix. Pour les pertes humaines, la wilaya a enregistré le décès d'un agent de sécurité dans un hangar de la zone industrielle du pont Bouchet. A défaut de chauffage à gaz, la victime utilisait du charbon dans un kanoun (récipient en terre cuite) pour se chauffer. Il est mort suite à une intoxication au monoxyde de carbone dans une pièce fermée du hangar.

Pour parer à toute éventualité, surtout que les services de la météo ont diffusé des bulletins météorologiques spéciaux (BMS) pour cette semaine, le wali de Annaba a maintenu la cellule de crise en réunion non-stop.

A. Bouacha

On achève bien les arbres des Béni M'haffeur

Lorsqu'on emprunte la route de l'Edough qui monte en lacets successifs jusqu'au charmant village de Séraïdi, on a des vues panoramiques d'une beauté exceptionnelle sur la ville d'Annaba et, plus haut, sur tout le golfe.

Ce spectacle donne une idée précise de l'empreinte du béton sur toute l'étendue de la cité. Le peu de verdure que l'on peut voir se limite à la vieille ville coloniale où existent quelques espaces verts miraculeusement épargnés, et encore ! Ce sont, outre le cours de la Révolution, les deux ou trois jardins publics, souvent en piteux état. Même ces parcs sont assaillis par le béton comme la «jénina» en face de la daïra où kiosques, café et marché aux oiseaux bouffent l'essentiel de cet espace vert pourtant ridicule-ment exigü. Dans l'autre parc du Beauséjour inférieur, on n'a pas trouvé mieux que d'installer une salle omnisports hideuse avec sa tôle ondulée qui la fait ressembler à un gros hangar de blé. Un jour, ils bâtiront même sur le cours de la Révolution !

Au cours des dernières années, tout espace vert est squatté et des bâtiments ont été affreusement dis-



Photo : DR

simulés derrière des bâtisses construites à la hâte pour abriter différents commerces. C'est le cas à Zaâfrania, où les locataires ont vainement essayé de s'opposer à l'édification d'une habitation qui obstruait totalement la vue.

Leurs banderoles, longtemps affichées sur ce boulevard emprunté par les cortèges officiels (y compris celui du président de la République) n'ont servi à rien.

Les responsables locaux ont même permis à des gens influents

de construire sur des cours d'oued (intersection boulevard Mohamed-Seddik-Benyahia et route de Sidi-Aïssa). Tout espace vert est la proie de tractations et la corruption fait des ravages.

Des villas «R+1» deviennent «R+5» sans que les services d'urbanisme puissent intervenir. Résultat des courses : le béton est roi. Les arbres sont abattus au vu et au su de tout le monde. Quand ce ne sont pas des officiers supérieurs ou des parents de hauts responsables qui

s'accaparent de ces terrains, ce sont des promoteurs qui, au lieu de construire dans des espaces non boisés, préfèrent toujours le côté nord, zone à forte plus-value immobilière.

Après le massacre de la petite forêt d'eucalyptus centenaires près du rond-point des Hongrois, il ne fait pas l'ombre d'un doute que la prochaine cible sera cette bande qui sépare la cité de la police Zaâfrania de la voie rapide qui mène aux plages. Les habitants doivent, dès maintenant, s'organiser en comité de sauvegarde de ces espaces et exiger qu'ils soient transformés en jardins d'agrément.

Enfin, le comble vient d'être atteint avec ce véritable crime contre la nature qui a commencé la semaine dernière sur les hauteurs des Béni M'haffeur, au niveau du rond-point de la route de Séraïdi. On ne sait pour quelle raison, des bulldozers et des engins de toutes sortes se sont attaqués aux arbres qui n'ont trouvé aucun défenseur pour les protéger contre l'avidité des copains des responsables locaux !

Annis courageux et sincères, où êtes-vous ? Y a-t-il encore une société civile dans cette ville ou est-ce que tout le monde s'est couché devant Monsieur Dinar et Madame la matraque de la police ?

M. F.

La ville de Hadjout isolée par des routes fermées

La ville de Hadjout, située à 85 km au sud-ouest d'Alger, a vécu une situation paradoxale et extrême, elle qui se prévaut d'être une ville carrefour, économique et commerciale, située à l'orée de trois wilayas, Tipasa, Aïn Defla et Blida. Samedi dernier dès huit heures du matin, un groupe de citoyens contestataires a investi la route de la wilaya menant de la ville de Sidi Amar à Hadjout, la bloquant au lieu-dit Tamlat, à 5 km au sud-ouest de Hadjout. Les manifestants n'ont laissé passer aucun véhicule, sauf pour les cas d'urgence. La file d'attente s'est allongée dans les deux sens, jusqu'au centre-ville de Hadjout et de l'entrée de Sidi Amar. Les gendarmes, intervenant avec une certaine mesurée, n'ont pu convaincre les centaines de jeunes et les pères de famille sur-excités et décidés à régler leur situation.

Sur place, des contestataires nous ont expliqué les raisons qui ont motivé leur action. «Nous sommes sans électricité, sans gaz butane et sans gaz de ville depuis le début des intempéries. Nous attendons les camions qui viendraient à passer pour nous servir», clame un quinquagénaire qui ajoute : «Tamlat est divisée en deux zones, l'une dépend de Hadjout, l'autre est gérée par Sidi Amar. Chaque APC ne distribue qu'à ses habitants.» Plus loin, à l'entrée nord-ouest de la ville de Hadjout, au lieu-dit Rahaba, ce fut une autre route bloquée dans les deux sens. Des centaines de personnes, décidées à en découdre avec les responsables locaux, ont exigé des gendarmes la présence du maire et du chef de la daïra de Hadjout. Ne trouvant aucun vis-à-vis, les contestataires nous ont interpellé pour être les témoins de leurs préoccupations et de leurs doléances. «22 logements ruraux ont été attribués à des gens étrangers au village.

Les villageois ont bénéficié seulement de 4 logements. Il y a un dispensaire qui ouvre à 9 heures pour fermer à 10 heures, par faute de personnel. Les logements ont été affectés à des femmes qui ne sont pas de la région, qui les revendent ensuite.

Il existe une commission de village, mais elle n'est ni représentative ni opérationnelle. Une loi a été promulguée et qui dit que ceux qui résident à Rahaba ne peuvent pas bénéficier d'un logement social à Hadjout, car nous sommes des ruraux, et de ce fait, on n'ouvre droit qu'aux logements ruraux», clament en chœur ces centaines d'habitants. Nous avons tenté de contacter par téléphone le maire de Hadjout et le chef de la daïra, mais c'était impossible en cette journée. La tension persistait jusqu'à l'arrivée des responsables locaux sur les lieux. «Nous restons dans l'attente de ces promesses», ont confié les contestataires.

Larbi Houari